

GROUPE Eutelsat S.A.

Société anonyme au capital de 658 555 372,80 euros

Siège social : 70, rue Balard 75 015 Paris

422 551 176 R.C.S. Paris

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31 DECEMBRE 2014

BILAN CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2014	31 décembre 2014
ACTIF			
<i>Actifs non courants</i>			
Écarts d'acquisition	4	296,2	330,6
Immobilisations incorporelles	4	280,1	323,4
Satellites et autres immobilisations corporelles	5	3 232,4	3 451,5
Immobilisations en cours	5	847,6	836,2
Titres des sociétés mises en équivalence	6	271,9	274,4
Actifs financiers non courants		12,5	3,1
Actifs d'impôts différés		28,4	38,5
Total des actifs non courants		4 969,1	5 257,8
<i>Actifs courants</i>			
Stocks		1,4	0,9
Créances clients et comptes rattachés		323,9	324,7
Autres actifs courants		15,6	27,4
Actif d'impôt exigible		43,6	1,0
Actifs financiers courants		32,8	38,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	285,9	467,0
Total des actifs courants		703,1	859,8
Total actif		5 672,2	6 117,6

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2014	31 décembre 2014
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
<i>Capitaux propres</i>			
Capital social	8.1.	658,6	658,6
Primes liées au capital		8,0	8,0
Réserves et résultat consolidés		907,6	937,0
Participations ne donnant pas le contrôle		(19,7)	(19,0)
Total capitaux propres		1 554,4	1 584,6
<i>Passifs non courants</i>			
Dettes financières non courantes	9	3 158,4	3 331,8
Autres passifs financiers non courants	10	294,1	457,4
Provisions non courantes		86,5	114,1
Passifs d'impôts différés		157,5	130,8
Total des passifs non courants		3 696,5	4 034,1
<i>Passifs courants</i>			
Dettes financières courantes		48,1	100,3
Autres passifs financiers courants	10	34,6	33,7
Fournisseurs et comptes rattachés		72,1	53,2
Dettes sur immobilisations		52,8	55,1
Impôt à payer		1,8	47,7
Autres dettes courantes		196,3	193,9
Provisions courantes		15,6	15,0
Total des passifs courants		421,3	498,8
Total passif		5 672,2	6 117,6

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, sauf données par action)	Note	31 décembre 2013	31 décembre 2014
Produits des activités ordinaires		648,5	724,5
Coûts des opérations(*)		(44,2)	(49,7)
Frais commerciaux et administratifs(*)		(100,8)	(113,8)
Dotations aux amortissements		(167,8)	(210,1)
Autres produits et charges opérationnels		8,9	(2,1)
Résultat opérationnel		344,7	348,7
Coût de la dette	13	(43,8)	(56,9)
Produits financiers	13	1,7	1,5
Autres éléments financiers	13	(9,0)	14,9
Résultat financier		(51,1)	(40,5)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		7,3	7,7
Résultat net avant impôt		300,9	315,9
Impôts sur les sociétés	11	(122,8)	(124,0)
Résultat net		178,1	191,9
Part attribuable au Groupe		178,0	191,2
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0,1	0,7
Résultat par action revenant aux actionnaires d'Eutelsat SA			
Résultat de base et dilué par action (en euros)	14	0,180	0,189

(*): le Groupe a procédé à des réaffectations analytiques, et reclassé ses chiffres comparatifs.

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2013	31 décembre 2014
Résultat net		178,1	191,9
<i>Autres éléments recyclables de gains et pertes du résultat global</i>			
Écart de conversion	8.5	(11,9)	93,7
Effet d'impôt		-	21,0
Variations de juste valeur des instruments de couverture (*)	8.4	(8,1)	(9,3)
Effet d'impôt		3,1	3,5
<i>Autres éléments non recyclables de gains et pertes du résultat global</i>			
Variations des engagements de retraite (IAS19R)	8.6	-	(27,7)
Effet d'impôt		-	9,5
Total autres éléments de gains et pertes du résultat global		(16,9)	90,8
Total état du résultat global		161,2	282,7
Part attribuable au Groupe		161,1	282,0
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0,1	0,7

(*): Ne concerne que les couvertures de flux de trésorerie, les couvertures d'investissement net à l'étranger sont présentées en écarts de conversion

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2013	31 décembre 2014
FLUX D'EXPLOITATION			
Résultat net		178,1	191,9
Résultat des sociétés mises en équivalence	6	(7,3)	(7,7)
Charges d'impôts et d'intérêts, autres éléments d'exploitation		146,4	161,3
Dotations aux amortissements et aux provisions		181,7	236,8
Impôts différés		7,3	(1,5)
Variations des clients et comptes rattachés		(6,3)	(6,6)
Variations des autres actifs		(8,7)	(6,0)
Variations des fournisseurs et comptes rattachés		(2,4)	(18,1)
Variations des autres dettes		64,4	146,0
Impôts payés		(129,9)	(35,3)
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation		423,3	660,9
FLUX D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions de satellites et autres immobilisations corporelles et incorporelles		(148,2)	(204,8)
Acquisition / cessions d'entités (nettes de la trésorerie acquise ou cédée)		(581,2)	1,9
Cession de Solaris		16,0	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et autres mouvements		2,6	-
Trésorerie utilisée par les opérations d'investissement		(710,8)	(202,7)
FLUX DE FINANCEMENT			
Distributions		(34,3)	(253,3)
Augmentation des emprunts		930,0	0,3
Remboursements des emprunts		(2,7)	(2,8)
Remboursement des dettes sur primes d'intéressement et contrats de location longue durée		(3,0)	(10,7)
Frais d'émission		(9,6)	-
Intérêts et autres frais financiers payés		(10,8)	(18,1)
Produits d'intérêts reçus		2,1	2,5
Autres variations		(0,1)	(0,4)
Trésorerie utilisée par les opérations de financement		571,6	(282,5)
Incidence des variations de change sur la trésorerie		(0,2)	5,4
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE		283,9	181,0
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice		215,9	285,7
Trésorerie à la clôture de l'exercice	7	499,8	466,7
Rapprochement de trésorerie			
Trésorerie		499,8	467,0
Découvert compris dans les dettes ⁽¹⁾		-	(0,2)
Trésorerie selon le tableau de flux de trésorerie		499,8	466,7

(1) Les découverts pris en compte dans la détermination de la trésorerie du tableau de flux sont une composante de la trésorerie car ils sont remboursables à vue et font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe – ils font partie des « Dettes financières courantes » dans les « Passifs courants au bilan ».

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros sauf données par actions)	Capital social			Réserves et résultat	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Nombre	Montant	Primes				
Au 30 juin 2013 (*)	1 013 162 112	658,6	8,0	854,9	1 521,5	(20,2)	1 501,2
Résultat net de la période				178,0	178,0	0,1	178,1
Autres éléments de gains et pertes du résultat global				(16,9)	(16,9)	-	(16,9)
Total du résultat global				161,1	161,1	0,1	161,2
Actions propres				-	-	-	-
Distributions				(334,3)	(334,3)	-	(334,3)
Avantages aux salariés sur souscription d'actions et actions gratuites				(0,9)	(0,9)	-	(0,9)
Offre de liquidité et autres				(0,6)	(0,6)	-	(0,6)
Au 31 décembre 2013	1 013 162 112	658,6	8,0	680,9	1 347,6	(20,1)	1 327,4
Au 30 juin 2014	1 013 162 112	658,6	8,0	907,5	1 574,1	(19,7)	1 554,4
Résultat net de la période				191,2	191,2	0,7	191,9
Autres éléments de gains et pertes du résultat global				90,8	90,8	-	90,8
Total du résultat global				282,0	282,0	0,7	282,7
Actions propres				-	-	-	-
Distributions				(253,3)	(253,3)	-	(253,3)
Avantages aux salariés sur souscription d'actions et actions gratuites				1,0	1,0	-	1,0
Offre de liquidité et autres				(0,3)	(0,3)	-	(0,3)
Au 31 décembre 2014	1 013 162 112	658,6	8,0	937,0	1 603,6	(19,0)	1 584,6

(*) : Retraités de l'application d'IAS 19R

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- Début juillet, le satellite EXPRESS AT2 a été mis en service après son lancement réussi le 15 mars 2014.
- Le satellite EUTELSAT 3B a été mis en service début juillet 2014 après son lancement réussi le 26 mai 2014.
- Le groupe a finalisé en juillet la cession de la société Eutelsat Visavision GmbH, signée le 20 mai 2014. Tous les effets liés à cette cession ont été provisionnés au 30 juin 2014 (cf note 3.8.3. des états financiers consolidés au 30 juin 2014).

NOTE 2. ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2014 d'Eutelsat Communications ont été examinés par le Conseil d'Administration en date du 11 février 2015.

NOTE 3. SYNTHÈSE DES PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

> 3.1. CONFORMITÉ AU RÉFÉRENTIEL IFRS

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2014 sont établis selon le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union européenne en vigueur à cette date et dont les textes sont disponibles à l'adresse Internet suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ils ont été élaborés selon la convention du coût historique sauf pour les éléments pour lesquels les normes requièrent le principe de l'évaluation à la juste valeur.

L'information financière produite dans ces états financiers est établie conformément à l'option donnée par IAS 34 « Information financière intermédiaire » selon un format condensé. En conséquence, les comptes présentés ne comportent pas toute l'information et les notes annexes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 30 juin 2014.

> 3.2. NORMES ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉES

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation de ces états intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés annuels de l'exercice clos au 30 juin 2014, à l'exception de l'application à compter du 1er juillet 2014 des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous et adoptées par l'Union Européenne :

- IFRS 10 "Etats financiers consolidés", IFRS 11 "Partenariat", IFRS 12 "Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités": l'application de ces trois normes n'a pas eu d'impact sur les états financiers du groupe,
- Amendements de 2010 aux normes IAS 27 "Etats financiers séparés", IAS 28 "Participations dans les entreprises associées et co-entreprises",
- IAS 32 "Compensation des actifs et passifs financiers",
- IAS 39 "Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture",
- IAS 36 "Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers",
- Améliorations des IFRSs (cycle 2011-2013) et
- IFRIC 21 « Taxes ».

De plus, aucune des normes, interprétations ou amendements n'a été appliquée par anticipation. Le Groupe continue de mener des analyses sur les conséquences pratiques des futurs textes applicables et les effets de leur application dans les comptes. Il s'agit de :

- IFRS 9 Instruments financiers,
- IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients,
- Amendements à IAS 19R: Régimes à prestations définies – Contributions du personnel,
- Améliorations des IFRSs (cycle 2010–2012).

> 3.3. PÉRIODES PRÉSENTÉES ET COMPARATIFS

La période de six mois s'étend du 1er juillet au 31 décembre 2014.

La monnaie de référence et de présentation des états financiers est l'euro.

> 3.4. JUGEMENTS COMPTABLES ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés du Groupe requiert le recours de la Direction, à des jugements et estimations susceptibles d'impacter certains éléments d'actif et de passif et les montants des produits et des charges qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent. Eutelsat S.A. est amenée à revoir ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de l'expérience passée et des autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Le dénouement des opérations sous-jacentes à ces estimations et hypothèses pourrait résulter, en raison de l'incertitude attachée à ces dernières, en un ajustement significatif des montants comptabilisés au cours d'une période subséquente.

Jugements

Dans le cadre de l'établissement des états financiers au 31 décembre 2014, la Direction a exercé son jugement, notamment au regard des passifs éventuels et des provisions.

> 3.5. IMPOTS

L'évaluation de la charge d'impôt intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice (cf. note 11 "Impôts sur les sociétés").

NOTE 4. ÉCART D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le poste « Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles » s'analyse comme suit :

Variations des immobilisations brutes et amortissements

(en millions d'euros)	Écart d'acquisition	immobilisations incorporelles	Total
IMMOBILISATIONS BRUTES			
30 juin 2014	296,1	368,6	664,7
31 décembre 2014	330,6	425,3	755,9
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS			
Amortissements cumulés au 30 juin 2014	-	(88,5)	(88,5)
Amortissements cumulés au 31 décembre 2014	-	(101,9)	(101,9)
Valeur nette au 30 juin 2014	296,1	280,1	576,2
Valeur nette au 31 décembre 2014	330,6	323,4	654,0

La variation sur la période close au 31 décembre 2014 est principalement composée :

- de la variation de valeur de l'écart d'acquisition Samex (libellé en US dollars),
- des amortissements des contrats clients et relations associées.

NOTE 5. SATELLITES ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le poste « Satellites et autres immobilisations corporelles » s'analyse comme suit (y compris les immobilisations acquises sous forme de location financement) :

Variations des immobilisations brutes, amortissements et dépréciations

(en millions d'euros)	Satellites	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
IMMOBILISATIONS BRUTES				
Valeur brute au 30 juin 2014	5 608,6	381,5	847,6	6 837,7
Variation de périmètre	-	-	-	-
Acquisitions	132,0	10,5	201,8	344,3
Cessions et mises au rebut	(152,3)	(2,2)	(14,5)	(169,0)
Variation de change	59,7	1,0	42,7	103,4
Transferts	219,6	1,1	(241,6)	(20,9)
Valeur brute au 31 décembre 2014	5 867,5	391,9	836,2	7 095,5
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS				
Amortissements et dépréciations cumulés au 30 juin 2014	(2 508,6)	(249,2)	-	(2 757,8)
Dotations	(175,2)	(19,8)	-	(195,0)
Reprises (Cessions et mises au rebut)	149,9	2,0	-	151,9
Reclassement	(6,4)	6,4	-	-
Variation de change	(6,9)	(0,1)	-	(7,1)
Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre 2014	(2 547,2)	(260,7)	-	(2 807,9)
Valeur nette au 30 juin 2014	3 100,0	132,3	847,6	4 080,0
Valeur nette au 31 décembre 2014	3 320,3	131,3	836,2	4 287,7

Au cours du semestre clos le 31 décembre 2014, le groupe a mis en service les satellites EUTELSAT 3B et EXPRESS AT2 pour des valeurs respectives de 219,4 et 93,5 millions d'euros, et mis au rebut les satellites EUTELSAT 48C et EUTELSAT 3A.

> SATELLITES EN CONSTRUCTION

Les satellites listés ci-dessous sont actuellement en cours de construction et devraient être mis en service au cours des exercices indiqués :

Projets	Exercice prévu de mise en service
EUTELSAT 9B, EUTELSAT 115WB, EUTELSAT 65WA, EUTELSAT 8WB et EUTELSAT 36C	2015-2016
EUTELSAT 117WB	2016-2017
EUTELSAT 172B	2017-2018

NOTE 6. TITRES DE PARTICIPATION DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au 31 décembre 2014, les titres des sociétés mises en équivalence représentent la valeur de mise en équivalence du groupe Hispasat, et le résultat des sociétés mises en équivalence correspond à la quote-part du groupe dans le résultat du groupe Hispasat.

Pour mémoire, le 12 décembre 2013, le groupe a cédé sa participation dans la société Solaris.

NOTE 7. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Le montant des disponibilités et équivalents de trésorerie se détaille comme ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2014
Disponibilités	60,8	245,0
Équivalents de trésorerie	225,1	222,0
Total	285,9	467,0

Les équivalents de trésorerie sont composés principalement de certificats de dépôt ayant une maturité inférieure à trois mois au moment de leur acquisition et de parts d'OPCVM répondant à la qualification d'équivalents de trésorerie.

NOTE 8. CAPITAUX PROPRES

> 8.1. CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2014, le capital social est composé de 1 013 162 112 actions ordinaires d'une valeur nominale de € 0,65 par action.

Il n'y a pas eu de mouvements sur la période close au 31 décembre 2014.

> 8.2. DIVIDENDES

Au 31 décembre 2014, le capital social est composé de 1 013 162 112 actions ordinaires d'une valeur de € 0,65 par action.

Le 6 octobre 2014, les actionnaires réunis en Assemblée Générale mixte, statuant sur les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2014 et constatant un profit de € 259,8 millions ont décidé de procéder à la distribution d'un dividende de € 0,25 par action pour un montant total de € 253,3 millions prélevé sur l'excédent net de l'exercice et d'affecter le solde, soit € 6,5 millions en report à nouveau.

> 8.3. REMUNERATION EN ACTIONS ET ASSIMILEES

Le Groupe gère trois plans débutés respectivement en juillet 2011, en novembre 2012 et en février 2014.

La charge constatée (hors charges sociales) pour le semestre clos le 31 décembre 2014 s'est élevée à 1,6 millions d'euros au titre de ces trois plans.

Conditions	Plan 07/2011	Plan 11/2012	Plan 02/2014
Période d'attribution	Juillet 2011-juillet 2014 ⁽¹⁾	Novembre 2012-novembre 2015 ⁽²⁾	Février 2014-juin 2016
Mode de règlement	Actions	Actions	Trésorerie
Période d'incessibilité	Juillet 2014-juillet 2016 ⁽³⁾	Novembre 2015-novembre 2017 ⁽³⁾	Non applicable
Nombre maximal d'actions attribuables à l'origine	700 000	347 530	448 585
Charge/(produit) de l'exercice (en millions d'euros) ⁽⁴⁾	1,2	(0,3)	0,7
Valorisation totale du plan au 31/12/2014 (en millions d'euros) ⁽⁴⁾	4,1	0,3	4,2

(1) La période d'attribution est de juillet 2011 à juillet 2015 pour les filiales étrangères

(2) La période d'attribution est de novembre 2012 à novembre 2016 pour les filiales étrangères.

(3) Il n'existe pas de période d'incessibilité pour les filiales étrangères

(4) Hors charges sociales

Conformément à IAS 32 « Instruments financiers : présentation », la valeur d'acquisition des actions rachetées par le Groupe dans le cadre de ce plan d'attribution gratuite d'actions existantes a été portée en réduction des capitaux propres par le Groupe.

> 8.4. VARIATION DE LA RESERVE DE REEVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les instruments financiers impactant la réserve de réévaluation sont des couvertures pour leur part efficace.

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 juin 2014	9,3
Variations de juste valeur en capitaux propres recyclables en résultat	(9,3)
Transfert en résultat ⁽¹⁾	-
Solde au 31 décembre 2014	-

(1) Ce montant correspond aux coupons courus et échus sur les instruments de couverture de taux

> 8.5. RESERVE DE CONVERSION

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 juin 2014	5,4
Variation sur la période	95,2
Solde au 31 décembre 2014	100,5

La réserve de conversion n'inclut pas les écarts de conversion d'Hispat, dont la variation s'élève à (1,5) millions d'euros.

> 8.6. GAINS ET PERTES ACTUARIELS

Les variations à la baisse d'environ 60 points et 90 points de base constatées depuis le 30 juin 2014 sur les taux d'intérêt de références utilisés pour déterminer la valeur actualisée de la garantie donnée à un fonds de pension et de nos obligations de retraite ont conduit à une réappréciation à la hausse de ces provisions.

L'effet net sur les provisions est une hausse de 27,6 millions d'euros. Après comptabilisation d'un impôt différé actif correspondant de 9,5 millions d'euros, l'effet net sur les gains et pertes actuariels est de 18,1 millions d'euros.

NOTE 9. DETTES FINANCIERES

Aux 30 juin et 31 décembre 2014, la totalité de l'endettement est libellée en euros et en dollars U.S..

> DONNEES CHIFFREES AU 30 JUIN ET AU 31 DECEMBRE 2014

(en millions d'euros)	Taux	30 juin 2014	31 décembre 2014	Échéance
Prêts auprès d'Eutelsat Communications Finance S.A.	Variable	138,8	293,0	6 décembre 2016
Emprunt obligataire 2017 ⁽¹⁾	4,125 %	850,0	850,0	27 mars 2017
Emprunt obligataire 2019 ⁽¹⁾	5,000 %	800,0	800,0	14 janvier 2019
Emprunt obligataire 2022 ⁽¹⁾	3,125 %	300,0	300,0	10 octobre 2022
Emprunt obligataire 2020 ⁽¹⁾	2,625%	930,0	930,0	13 janvier 2020
Crédit Export US Exim.	1,710 %	43,0	38,7	15 novembre 2021
Crédits Export ONDD.	Variable	131,7	151,7	31 août 2024
Autres	Variable	-	0,3	30 juin 2018
Sous-total des dettes (part non courante)		3 193,5	3 363,7	
Frais et primes d'émission		(35,1)	(31,9)	
Total des dettes (part non courante)		3 158,4	3 331,8	
Crédit Export US Exim			6,4	
Découverts bancaires		-	0,2	
Intérêts courus non échus		48,1	93,6	
Total des dettes (part courante)		48,1	100,3	

(1) Les justes valeurs sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2014
Emprunt obligataire 2017	915,4	917,7
Emprunt obligataire 2019	929,8	935,3
Emprunt obligataire 2022	323,1	342,9
Emprunt obligataire 2020	982,5	1 005,5

La valeur comptable des crédits exports et du crédit in fine constituent une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Il n'y a pas eu de tirage sur la ligne de crédit *revolving* sur la période close au 31 décembre 2014.

Par ailleurs, le Groupe dispose sur ses lignes de crédit *revolving* actives d'un montant total non tiré au 31 décembre 2014 de 650,0 millions d'euros.

> ÉCHEANCIER DES DETTES

Au 31 décembre 2014, l'échéancier des dettes s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Montant	Échéance à moins de 1 an	Échéance à plus de 1 an et à moins de 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
Prêts auprès d'Eutelsat Communications Finance S.A.	293,0	-	293,0	-
Crédit Export US Exim	45,1	6,4	25,8	12,9
Crédit Export ONDD	151,7	-	67,5	84,2
Emprunt obligataire 2022	300,0	-	-	300,0
Emprunt obligataire 2017	850,0	-	850,0	-
Emprunt obligataire 2020	930,0	-	-	930,0
Emprunt obligataire 2019	800,0	-	800,0	-
Autre	0,3	-	0,3	-
Total	3 370,1	6,4	2 036,6	1 327,1

> RESPECT DES COVENANTS BANCAIRES

Les covenants sur les financements existants au 31 décembre 2014 n'ont pas évolué depuis leur mise en place. Au 31 décembre 2014, le Groupe respecte l'ensemble des covenants bancaires.

NOTE 10. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les autres passifs financiers s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2014
Instruments financiers ⁽¹⁾	-	55,2
« Performance incentives »	4,2	2,3
Contrats de location financement	221,2	331,6
Autres crédateurs	103,2	102,1
Total	328,6	491,2
<i>Dont part courante</i>	<i>34,6</i>	<i>33,7</i>
<i>Dont part non courante</i>	<i>294,0</i>	<i>457,5</i>

(1) Voir Note 15 « Instruments financiers ».

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur (niveau 2) et les autres passifs financiers au coût amorti. Pour information, le coût amorti des autres passifs financiers constitue une approximation raisonnable de la juste valeur.

Au 31 décembre 2014, les contrats de location financement comprennent principalement les dettes correspondant aux contrats de location des charges utiles sur les satellites EXPRESS AT1 et EXPRESS AT2, ce dernier ayant été mis en service au cours du mois de juillet 2014.

Les montants présentés au titre des contrats de location financement comprennent les intérêts courus qui s'élèvent à 0,7 million d'euros au 31 décembre 2014 (1,1 million d'euros au 30 juin 2014).

Les « Autres crédateurs » sont principalement composés d'acomptes et cautions reçus des clients et de dettes sur minoitaires.

NOTE 11. IMPOTS SUR LES SOCIÉTÉS

La ligne « Impôts sur les sociétés » comprend l'impôt exigible et les impôts différés des sociétés consolidées.

Au 31 décembre 2014, le taux d'impôt effectif du Groupe est de 40,4%. Ce taux s'explique principalement par la loi de finances 2014 prévoyant l'augmentation du taux de la contribution exceptionnelle sur l'IS de 5% à 10,7%, portant le taux nominal d'impôt à 38%. Les lois de finances votées précédemment prévoyant la taxation des dividendes payés en numéraire à une contribution additionnelle de 3% et limitant à 75% la déductibilité des charges financières augmentent sensiblement le taux d'impôt effectif.

NOTE 12. INFORMATION SECTORIELLE

Sur la période close au 31 décembre 2014, il n'y a pas eu de changement dans l'organisation du Groupe ayant un impact sur la nature et la façon dont l'information sur la performance des activités est remontée au principal décideur opérationnel du Groupe.

Ainsi, de manière similaire au 30 juin 2014, le Groupe considère qu'il n'opère que dans un seul secteur d'activité se fondant sur l'appréciation des services rendus et la nature des risques associés, plutôt que sur leur destination. Il s'agit de la fourniture de services de communications par satellite pour la vidéo, les réseaux d'entreprise et à haut débit, et les mobiles, principalement aux opérateurs de communications et diffuseurs internationaux, intégrateurs de réseaux d'entreprise et entreprises pour leurs besoins propres.

Le chiffre d'affaires du Groupe par zone géographique, déterminé à partir des adresses de facturation, pour les périodes closes aux 31 décembre 2013 et 2014 s'analyse comme suit :

(en millions d'euros et pourcentage)	31 décembre 2013		31 décembre 2014	
	Montant	%	Montant	%
France	74,9	11,6	73,7	10,2
Italie	101,6	15,7	97,7	13,5
Royaume-Uni	52,7	8,1	54,1	7,5
Europe (autres)	201,9	31,1	213,5	29,5
Amériques	81,1	12,5	143,1	19,8
Moyen-Orient	84,3	13,0	87,5	12,1
Afrique	36,2	5,6	37,2	5,1
Asie	13,4	2,1	17,5	2,4
Autres ⁽¹⁾	2,4	0,4	0,1	-
Total	648,5	100,0	724,5	100,0

(1) Y compris 0,5 million d'euros d'indemnités pour retard de livraison de satellites sur la période close au 31 décembre 2013.

La majeure partie des actifs du Groupe est constituée des satellites en orbite, le reste des actifs étant principalement localisé en France, en Italie et au Mexique.

NOTE 13. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Période de 6 mois clos au 31 décembre 2013	Période de 6 mois clos au 31 décembre 2014
Charges d'intérêts après couverture ⁽¹⁾	(46,4)	(62,6)
Frais d'émission d'emprunt & commissions ⁽²⁾	(4,6)	(4,1)
Intérêts capitalisés ⁽³⁾	7,2	9,9
Coût de la dette brute	(43,8)	(56,9)
Produits financiers	1,7	1,5
Coût de la dette nette	(42,1)	(55,4)
Variation des instruments financiers ⁽⁴⁾	(2,8)	-
Résultat de change	(3,5)	15,3
Autres	(2,7)	(0,4)
Résultat financier	(51,1)	(40,5)

(1) La charge d'intérêts n'a pas été impactée par les instruments qualifiés de couvertures sur les exercices clos aux 31 décembre 2013 et 2014.

(2) Les frais d'émission comprennent l'amortissement des frais et primes d'émission des dettes.

(3) Le montant des intérêts capitalisés est fort dépendant de l'avancement et du nombre des programmes de constructions satellitaires construits au cours de l'exercice concerné.

Les taux d'intérêts retenus pour la détermination des charges d'intérêts capitalisables sont de 3,7 % au 31 décembre 2013 et de 3,95 % au 31 décembre 2014.

(4) Les variations de juste valeur des instruments financiers incluent essentiellement :

- les variations de la juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture ;
- la part inefficace des instruments dérivés qualifiés dans une relation de couverture.

NOTE 14. RESULTAT PAR ACTION

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le résultat net et les résultats nets (de base et dilué) revenant aux actionnaires utilisés pour le calcul des résultats par action (de base et dilué). Il n'existe pas d'instrument dilutif au 31 décembre 2013 et 2014.

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2014
Résultat net	178,1	191,9
Quote-part de résultat des filiales rétrocedée aux participations ne donnant pas le contrôle, avant prise en compte des instruments dilutifs dans les filiales	(0,1)	(0,7)
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action	178,0	191,2

NOTE 15. INSTRUMENTS FINANCIERS

> 15.1. RISQUE DE CHANGE

Par ses opérations de vente de capacité satellitaire, le Groupe est principalement receveur de devises, et majoritairement de dollar U.S..

Le Groupe est donc majoritairement exposé au risque de change dollar U.S./euro.

Compte tenu de son exposition au risque de change, le Groupe estime qu'une hausse de 10% de la valeur du taux dollar U.S./euro aurait un impact de 7,8 millions d'euros sur le résultat et entraînerait une variation positive de 142,2 millions d'euros sur la réserve de conversion du Groupe et une variation négative de 63,6 millions d'euros sur la réserve de conversion liée au Cross Currency Swap.

> 15.2. RISQUE DE TAUX

Compte tenu de l'ensemble des instruments financiers dont dispose le Groupe au 31 décembre 2014, une augmentation de dix points de base (+ 0,10 %) du taux d'intérêt EURIBOR aurait un impact négligeable sur la charge d'intérêts et la réévaluation des instruments financiers entraînant un impact sur le compte de résultat. Elle se traduirait par une variation positive de 3,6 million d'euros de capitaux propres, liée à la variation de juste valeur efficace des instruments de couverture qualifiés de couverture de flux de trésorerie futurs.

> 15.3. DONNÉES CHIFFRÉES AU 30 JUIN ET AU 31 DÉCEMBRE 2014

Les tableaux ci-après présentent les montants contractuels ou notionnels ainsi que les justes valeurs des instruments financiers dérivés au 30 juin et 31 décembre 2014 analysés par type de contrat. Les instruments financiers font l'objet d'une évaluation par un expert indépendant qui est vérifiée/validée par les contreparties bancaires.

(en millions d'euros)	Notionnels		Justes valeurs		Variation de juste valeur sur la période	Impact résultat (hors coupons)	Impact capitaux propres
	30 juin 2014	31 décembre 2014	30 juin 2014	31 décembre 2014			
Cross Currency Swap	500,0	500,0	9,3	(55,2)	(64,5)	-	(64,5)
Total des instruments de change	500,0	500,0	9,3	(55,2)	(64,5)	-	(64,5)
Total des instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-
Total instruments financiers dérivés			9,3	(55,2)	(64,5)	-	(64,5)
Sociétés mises en équivalence							-
Total							(64,5)

Au 31 décembre 2014, le montant cumulé des justes valeurs des instruments financiers ressort en négatif pour 55,2 millions d'euros.

NOTE 16. AUTRES ENGAGEMENTS

Au 31 décembre 2014, la Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas d'engagements susceptibles d'avoir un impact sur la situation financière actuelle ou future du Groupe, autres que ceux listés ci-dessous.

> 16.1. ENGAGEMENTS D'ACHATS

Au 31 décembre 2014, les paiements futurs au titre des contrats de construction, de lancement et de financement de satellite s'élèvent à 1 076 millions d'euros (dont 454 millions d'euros avec des parties liées). Ces paiements futurs s'étalent sur 17 ans.

Le Groupe s'est engagé par ailleurs auprès de certains fournisseurs pour la réalisation de prestations de services et l'acquisition d'immobilisations liées au suivi et au contrôle des satellites.

L'échéancier au 31 décembre 2014 des paiements futurs au titre de ces prestations et acquisitions s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2014
2015	76
2016	39
2017	33
2018	26
2019 et au-delà	153
Total	328

> 16.2. ASSURANCE DE LA FLOTTE

Les assurances Lancement + 1 an et assurances vie en orbite du Groupe existantes au 30 juin 2014 sont placées auprès de syndicats de compagnies d'assurance, lesquelles sont généralement notées entre AA- et A+. Le risque de contrepartie est ainsi limité, les cas de défaillance d'un des assureurs pouvant être traités *via* la reprise de sa quote-part par un nouvel entrant.

Le 1^{er} juillet 2014, le Groupe a renouvelé son programme d'assurance Vie en Orbite pour une durée de 12 mois. Ce programme est défini en vue de minimiser, pour un coût acceptable, l'impact sur son bilan et sur ses résultats d'une ou de plusieurs pertes de satellites. Les satellites assurés par ce programme sont couverts pour une valeur représentant leur valeur nette comptable.

> 16.3. ENGAGEMENTS REÇUS

Le Groupe détient une promesse d'achat sans limitation de durée et exerçable deux fois par an sur sa participation dans Hispasat.

> 16.4. LITIGES

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est impliqué dans des actions judiciaires et des litiges commerciaux. Le Groupe a donc exercé son jugement au cas par cas dans l'évaluation des risques encourus, et a constitué une provision dès lors qu'il s'attend à une sortie probable de ressources. Dans les cas jugés sans fondement ou trop peu étayés, aucune provision n'a été comptabilisée.

Suite à une violation substantielle par ViaSat Brasil, le Groupe a résilié son contrat signé avec ViaSat Brasil portant sur l'utilisation de la charge utile en bande Ka du satellite EUTELSAT 3B. La capacité a été reprise par un autre client.

ViaSat Brasil demande réparation à Eutelsat auprès du tribunal de commerce de Rio de Janeiro. Eutelsat conteste vigoureusement cette demande.

A ce stade, le Groupe est confiant sur le bien-fondé de sa position et n'a pas enregistré de provision.

NOTE 17. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu entre la date de clôture et la date d'arrêt des comptes consolidés par le Conseil d'administration.